



Rissalet Essoulta

Bulletin Spécial édité par la Haute Autorité de la Presse et de l'Audiovisuel

N° 003 Mars 2013

**Un dispositif moderne de monitoring
des médias audiovisuels**

**Nouvelles licences
d'exploitation de chaînes TV**

Journée de réflexion organisée par la HAPA :

**la responsabilité
du journaliste**

Haute Autorité de la Presse et de l'Audiovisuel
السلطة العليا للصحافة
والسمعيات البصرية
HAUTE AUTORITE DE LA PRESSE
ET DE L'AUDIOVISUEL
يوم تفكيري حول موضوع:
« مسؤولية الصحفي »
Journée de réflexion sous le thème:
« La Responsabilité du Journaliste »
04 مارس 2013 بفندق موري-سانتر 04 Mars 2013 à l'Hotel Mauri-Center



**Liberté de presse
et éthique de l'information**

**La mission de service public
des médias audiovisuels**

Qui sommes-nous ?

La Haute Autorité de la Presse et de l'Audiovisuel est une Autorité Administrative Indépendante chargée de la régulation de la Presse et de l'Audiovisuel en Mauritanie. Son organe délibérant dénommé «Le Conseil» est composé de six membres. Trois (3) membres dont le Président sont désignés par le Président de la République. Deux (2) membres sont désignés par le Président de l'Assemblée Nationale et un (1) membre désigné par le Président du Sénat.

Nos missions:

La HAPA veille à l'application de la législation et de la réglementation relatives au secteur de la communication. Elle a pour mission de :

- ➡ Contribuer au respect de la déontologie ;
- ➡ Instruire les demandes d'exploitation des stations de Radio et Télévision ;
- ➡ Assurer l'accès équitable des partis politiques, des syndicats et de la société civile aux médias publics ;
- ➡ Favoriser et promouvoir la libre et saine concurrence dans le secteur des médias

Nos pouvoirs:

La HAPA dispose dans le cadre de la mise en œuvre de ses missions, du pouvoir de contrôle et de suivi des activités des entreprises de presse et d'audiovisuel.

Elle peut, à ce titre, procéder aux visites des installations, réaliser des expertises, mener des enquêtes et des études, recueillir toutes les données qu'elle juge nécessaires à l'exercice de son pouvoir. Elle peut prendre contre tout opérateur privé ou public des sanctions administratives, dans les conditions fixées par la loi. Elle statue comme conseil de discipline en matière de presse et de communication audiovisuelle.

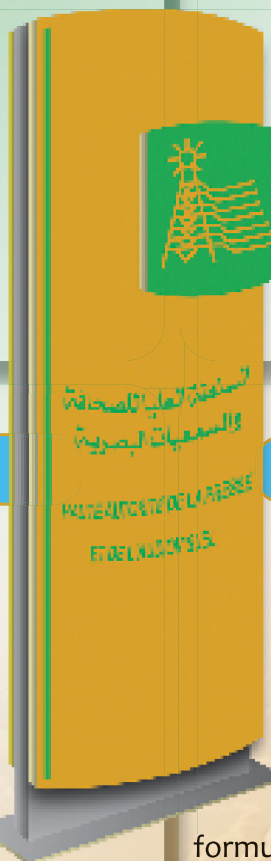
Comment nous saisir ?

La HAPA peut être saisie par tout citoyen, acteur politique ou de la société civile sur des questions relevant de son champ de compétences.

Elle peut, à l'attention des pouvoirs législatif et exécutif, formuler des propositions, donner des avis et faire des recommandations sur les questions concernant la presse et l'audiovisuel.

Elle peut être saisie :

- ➡ par voie écrite
- ➡ le Conseil peut se saisir d'office de toute question rentrant dans son domaine de compétences.



Le contexte sous-régional actuel est marqué par la persistance d'un conflit armé à nos frontières, largement couvert par les médias et qui ne cesse de faire ses victimes, entraînant la perte de vies humaines, des situations de non-droit et une crise humanitaire alarmante. Un tel contexte devait naturellement interpeller la conscience des journalistes et leur sens du métier.

Il relance un débat contemporain qui continue à bouleverser la place et le rapport qu'entretiennent les journalistes avec la société. Il s'agit du grand débat sur «la liberté de presse et la responsabilité du journaliste», qui a fait couler beaucoup d'encre et parfois de sang.

Cette dualité entre liberté et responsabilité en matière d'information mérite aujourd'hui une pause de réflexion de la part des journalistes mauritaniens et un questionnement sur l'éthique professionnelle des médias et les dangers que peuvent courir des populations innocentes du fait d'un usage abusif du droit d'informer.

Certes, la liberté de presse, indispensable à tout moment, ne devrait souffrir d'aucune restriction. Toutefois, le journaliste se doit, à tout moment aussi, de mesurer de manière consciente et responsable, tout impact grave que son message pourrait avoir sur la sécurité des personnes et des biens, sur la sauvegarde de la démocratie et de l'intérêt supérieur de la Nation. Cette responsabilité du journaliste s'apprécie à travers sa pratique du métier, notamment en cas de crise, en période électorale ou dans la couverture de conflits armés. Le "journaliste responsable" doit-il se réfugier derrière le droit à l'information et à l'expression pour distiller des informations de nature à rouvrir les plaies, alourdir les souffrances et aggraver les fractures sociales ? En dehors de toute obligation légale, sa conscience, sa culture, son sens humain, intellectuel et moral, tout comme la recherche et la préservation de l'intérêt général qui fondent sa profession, ne doivent-ils pas lui dicter la bonne conduite à tenir, celle qui sert le bien-être de l'humanité ? Autant de questions qui méritent méditation et discussions.

En effet, nous traversons, aujourd'hui, une période bien particulière, où des nations entières sont détruites, où des pays sombrent dans l'anarchie et la violence, où la haine et la guerre civile sont parfois attisées par des idéologies liberticides, portées par des mouvements dont l'action se rit bien des frontières. Il est évident que cette situation impose pour les journalistes de se poser de nouvelles questions. Comment travailler dans le respect le plus strict des règles du métier quand les risques encourus sont si graves ? Peut-on informer tout en gardant son âme ? Comment rester fidèle à la règle sacro-sainte de la bonne foi, tout en se refusant à sacrifier les intérêts nationaux ? Comment refléter l'avis de chaque partie sans tomber dans les travers de la propagande ? Peut-on concilier liberté de presse et responsabilité du journaliste ? Comment protéger ses sources sans être complice de terroristes ? Comment écouter et transmettre sans servir de boîte à lettres pour les extrémistes ? En pareille situation, l'autorégulation et l'écoute attentive de la conscience sont les meilleurs moyens pour adopter un comportement responsable et professionnel des journalistes dans l'exercice de leur noble profession.

La HAPA, qui s'attèlera toujours à accompagner et à encadrer les médias nationaux dans leur quête de liberté, d'indépendance, mais aussi de professionnalisme et de respect des principes de déontologie, consacre le dossier du présent numéro à une question d'actualité : la responsabilité du journaliste. En publiant une synthèse des travaux de notre dernier atelier sur ce thème, nous espérons relancer le débat dans le but d'amener les professionnels de l'information à concilier liberté de presse et responsabilité du journaliste, nécessairement indissociables.



Deuxième génération de licences : Nouvelles licences d'exploitation de chaînes TV

Suite à un second appel à manifestation d'intérêt, lancé par la HAPA, le 03 novembre, 2012 pour la création de nouvelles chaînes de télévisions privées commerciales en Mauritanie, trois nouvelles licences d'exploitation de télévision sont en cours d'attribution. Le dépouillement des offres effectué par le Conseil de la HAPA dans la transparence, le respect des procédures, l'égalité des chances des candidats et l'application stricte du règlement sur les critères et la pondération prédéfinis, a retenu les dossiers des opérateurs : Groupe Al Mourabitoune, DAVA-TVSA et Groupe Chenguitt.

Ces nouveaux attributaires, qui ont pris connaissance du contenu de leurs cahiers de charges et des obligations auxquelles ils seront soumis, ont notifié à la HAPA, le 17 février 2013, leur

accord pour la signature de ces cahiers de charges. Avec l'attribution de cette deuxième génération de licences d'exploitation de télévisions privées commerciales, le paysage audiovisuel national offrira désormais une diversité de radios et de télévisions dont 2 opérateurs de service public éditant plusieurs services audiovisuels et 10 opérateurs privés commerciaux exploitant 5 stations radios et 5 chaînes de télévision.



HAPA :

Un dispositif moderne de monitoring des médias audiovisuels

La Haute Autorité de la Presse et de l'Audiovisuel vient de signer avec son homologue marocain (la HACA), un accord au terme duquel la HAPA sera bientôt équipée d'un dispositif de monitoring pour l'enregistrement, le suivi et l'archivage des programmes des media audiovisuels, qui l'aidera à mieux jouer son rôle de garant du pluralisme et de la diversité.

Ce dispositif technique est une application logicielle « HMS » de suivi des programmes radio et télévision qui permettra à la HAPA de :

- réceptionner, numériser, stocker et archiver 24h/24 et 7j/7 les programmes TV et Radios nationales, régionales et locales en exploitation dans le pays, qu'elles soient hertziennes, satellitaires ou numériques.
- visionner/écouter les programmes en direct ou en différé et assurer le suivi et le contrôle, au plan qualitatif, des programmes, la gestion des processus de traitement des plaintes et des saisines.
- contrôler le pluralisme politique en période électorale ou normale, à travers le comptage et le relevé automatique des temps de paroles et d'antenne des personnalités politiques, syndicales et professionnelles sur les chaînes

de radiodiffusion. Cette solution sera paramétrée sur la base des règles édictées en matière de quotas et de pluralisme en période normale ou électorale.

- contrôler les obligations quantitatives prévues par les cahiers des charges des opérateurs éditeurs de services de communication audiovisuelle;
- détecter les coupures de signal au niveau de la diffusion;
- calculer le volume horaire des écrans publicitaires dans les différents programmes audiovisuels.

La HACA, qui a accordé à la partie mauritanienne des facilités exceptionnelles pour l'acquisition de ce dispositif de monitoring, vient de former des cadres de la HAPA à son exploitation. Rappelons que le Régulateur marocain qui a développée cette technologie de pointe, a déjà équipés de son dispositif « HMS » plusieurs pays de la région et réalisé des études techniques pour son installation en faveur de régulateurs européens et africains dont le CSA de Belgique, l'ONC du Niger, le HCC du Tchad, le CNC de la Guinée Conakry et la HAAC du Bénin.

La mission de service public des medias audiovisuels

La Mauritanie a adopté en 2010 la loi 045/2010 relative à la communication audiovisuelle. Cette loi consacre les principes de libéralisation du secteur, de la libre concurrence entre opérateurs, du pluralisme, de la diversité, de la libre circulation de l'information et des idées, ainsi que la mission de service public assignée à tous les medias audiovisuels tant publics que privés. Elle offre en outre, l'occasion pour les medias d'agir de façon autonome, indépendante et libre de toute influence extérieure.

Les conditions que la loi a créées pour le développement de l'audiovisuel privé, découle de la volonté du législateur d'inscrire l'action de ces medias dans la recherche et la préservation de l'intérêt général. Etant entendu que les programmes audiovisuels d'intérêt public ne sont pas

seulement des programmes qui représentent un attrait pour le public, mais plutôt des programmes qui sont conçus et diffusés dans l'intérêt du public. Pour garantir cet intérêt, les medias audiovisuels sont soumis à l'obligation juridique d'offrir un programme répondant aux exigences de l'impartialité, du pluralisme, de la diversité, de la fiabilité de l'information, de l'équité et de l'équilibre. Ils sont donc appelés à agir en permanence dans l'intérêt du public.

A ce titre ils doivent éviter en toute circonstance, de véhiculer des messages qui poussent à la haine ou qui touchent à notre sainte religion, à l'unité nationale et aux différents symboles de l'Etat. Car la diffusion de tels messages constituent, entre autres, un manquement grave aux obligations légales et une

véritable entrave à la mission de service public des medias.

L'intérêt public nécessite donc, de la part des medias, la prise en compte de tous ces paramètres dans le cadre des programmes qu'ils diffusent à l'attention du public.

C'est dans ces conditions que la HAPA en tant qu'institution indépendante chargée de la régulation de ce secteur a la lourde responsabilité de veiller au respect et à la préservation des principes liés à la mission de service public des medias audiovisuels. Elle se retrouve ainsi comme représentant incontournable de l'intérêt public audiovisuel et en fait son principal défi.

Cheikh Ould Ebbe

CT du Président de la HAPA,



Le Président de la HAPA reçoit une diplomate américaine

Le président de la HAPA, a reçu à son bureau, mercredi 20 février 2013, Madame Marion Wohlers, chargée des affaires politiques à l'ambassade des Etats Unies à Nouakchott. Au cours de cet entretien, Monsieur Hamoud Ould M'hamed a présenté les missions et les activités son institution, ainsi que l'évolution du processus de libéralisation du secteur de l'audiovisuel mauritanien. Expriment

la volonté d'œuvrer ensemble pour renforcer leur coopération bilatérale, les deux parties ont examiné les voies et moyens pour la consolider.

La rencontre s'est déroulée en présence de Monsieur Sid Ahmed Ould Dechagh, Secrétaire Général de la HAPA et Monsieur Mohamed Ould Ova, chargé de communication à l'ambassade des Etats Unies en Mauritanie.

La HAPA met en demeure l'Agence d'information ANI

Dans le cadre de sa veille au respect des dispositions légales régissant le secteur de la communication et sa détermination à rappeler, chaque fois, les médias qui manqueraient aux règles éthiques et professionnelles du métier, la HAPA a adressé, les 17 janvier 2013, une lettre de mise en demeure à l'Agence en ligne Nouakchott

Information (ANI).

Cette mesure concernait la diffusion, sur le site de ladite agence, d'éléments non vérifiés concernant un pays voisin. Le responsable de l'institution, qui avait évoqué le piratage du site en question, s'est engagé à prendre les mesures nécessaires pour sécuriser l'accès de son site.

Journée de réflexion sur la responsabilité du journaliste



La HAPA a organisé, le 04 mars 2013 à Nouakchott, une Journée de réflexion sur « La Responsabilité du Journaliste ». L'organisation de ce forum intervient à un moment crucial de l'expérience de notre jeune presse dans la couverture du conflit armé qui sévit au Nord Mali. C'est en réponse aux exigences de ce contexte sous-régional agité et par souci d'encadrer et d'accompagner la presse dans ses aspirations à la liberté, à l'indépendance et au respect des règles éthiques et professionnelles, que la HAPA a décidé d'organiser cette rencontre autour de la responsabilité du journaliste.

La séance d'ouverture introduite par le président de la HAPA a eu lieu en présence de hautes personnalités du gouvernement et des instances nationales de régulation, des représentants du Corps diplomatique et des organisations internationales. Ont participé aux travaux les représentants des syndicats et associations de journalistes, des médias publics et privés et des professionnels de l'information.

Au cours de cette journée, plusieurs exposés ont été présentés sur des thèmes relatifs à la couverture médiatique des conflits, à la responsabilité du journaliste dans ses rapports avec les parties en conflit, à l'autorégulation de la presse en périodes exceptionnelles et au rôle de la régulation dans l'encadrement des pratiques journalistiques.

Ces différents exposés ont suscité de profonds débats qui ont permis d'enrichir le thème en abordant l'ensemble de ses aspects théoriques et pratiques. Les participants ont soulevé de nombreuses interrogations et observations par rapport aux fondements théoriques et juridiques

du droit à l'information, aux résultats attendus de la liberté de la presse, à la déontologie journalistique et la dualité de la liberté et de la responsabilité du journaliste, notamment au cours de la couverture des conflits armés et en périodes exceptionnelles. Tous ont été unanimes à reconnaître que la liberté de la presse est indispensable en toutes circonstances. Cependant, le journaliste demeure responsable des conséquences de tout ce qu'il publie sur la sécurité des personnes et des biens et comme atteinte aux valeurs démocratiques et à l'intérêt supérieur de la Nation. Enfin, les participants ont exprimé les recommandations suivantes :

- Renforcer l'autorégulation dans le souci constant de respecter la déontologie professionnelle, surtout à l'occasion de la couverture des conflits armés, des crises et des campagnes électorales ;
- Organiser des formations au profit des journalistes sur les concepts et lois relatifs au secret-défense et les techniques de couverture des conflits armés ;
- Encourager la spécialisation des journalistes, notamment dans la couverture des conflits armés ;
- Rejeter la culture de la rumeur, s'efforcer d'être objectif et impartial et s'assurer de la véracité de l'information avant sa publication ;
- Elaborer, s'approprier et respecter un code d'honneur propre à la pratique journalistique pendant les conflits armés et les périodes exceptionnelles ;
- Redynamiser les institutions d'autorégulation et de contrôle au sein des entreprises de presse ;

Liberté de presse et éthique de l'information

Par Mariam Diagne, Membre du Conseil de la HAPA

Les débats sur la liberté de la presse et l'éthique de l'information couvrent la libre expression de la pensée et de l'opinion et la diffusion responsable de l'information. Pour Emmanuel Derieux, le concept de la liberté de presse est la « faculté d'agir, de sa propre initiative, sans y être contraint ni en être empêché par quelque personne, puissance ou autorité qui n'aurait pas été formellement habilitée, ou qui interviendrait pour des motifs, au-delà des limites ou selon des moyens autres que ceux correspondant aux pouvoirs qui lui ont été conférés »¹. Francis Balle² la définit comme étant « le droit reconnu à chaque individu d'utiliser, en toute liberté, l'outil de communication de son choix pour exprimer son opinion, pour rapporter des faits liés à la vie en société, pour informer les autres sans autres restrictions que celles prévues par la loi ».

La notion de liberté de presse est intimement liée aux autres libertés individuelles et collectives. Elle va de pair avec l'indépendance des médias et la liberté d'expression, ce droit fondamental et vital pour l'épanouissement de la personne humaine, de sa conscience politique et de sa participation citoyenne. Balle disait que: « la liberté de communication n'est assurément pas une liberté comme les autres...: elle constitue pour les autres libertés personnelles ou politiques, à la fois leur refuge et leur condition d'existence ». Pour le professeur Iba Der Thiam, « la liberté de presse serait en outre un moyen d'expression de la liberté... »³.

En effet, la liberté de presse et la démocratie sont indissociables et se soutiennent mutuellement. La liberté des médias constitue aujourd'hui l'un des baromètres les plus fiables pour mesurer l'évolution démocratique dans un pays. Emanuel Kant disait qu'« Il n'est pas de plus sûr critère pour évaluer la vigueur d'une démocratie que celui de la presse et de son pluralisme ». L'exercice du droit à l'information permet aux médias de jouer un rôle important dans la garde et la sauvegarde de la démocratie en informant sur les carences des institutions et les dérapages dans la gouvernance et en dénonçant les abus et les injustices. Inversement, les conditions politiques et le niveau de démocratisation déterminent l'évolution ou la régression des libertés de presse. Dans tous les pays, les parcours politiques et les processus de démocratisation ont toujours marqué les fluctuations dans l'exercice de cette liberté. Aujourd'hui, seules les sociétés démocratiques consacrent et surtout

respectent, la valeur légale du droit à l'information et à l'expression.

Dans notre pays, la liberté de presse est garantie par la Constitution et régie par des lois consacrant le droit à l'information et à l'expression, le pluralisme et le libre développement des médias écrits et audiovisuels. Ces législations, considérées parmi les plus avancées du continent, ont institué le régime de la déclaration au lieu de l'autorisation et dépenalisé les délits de presse en muant les peines privatives de liberté en sanctions plus adaptées. Mieux, la loi n° 2010-045 du 26 Juillet 2010 édicte dans une disposition inédite que « toute ambiguïté dans le texte et toute disposition qui porte à confusion doivent être interprétées en faveur de la liberté d'expression ».

Certes, la liberté de presse dans notre pays est assortie, comme partout dans le monde, de certaines limites, qui ne sont pas contraires, en tant que telles, à son affirmation juridique. Il s'agit notamment du respect des valeurs islamiques, de la dignité de la personne humaine, de la liberté et de la propriété d'autrui, de la sauvegarde de l'ordre public, de l'unité nationale, de l'intégrité territoriale et du caractère pluraliste de l'expression des courants de pensée et d'opinion. C'est d'ailleurs pourquoi une autorité de régulation a été créée est investie de pouvoirs pour veiller aux équilibres dans le secteur et faire respecter les dispositions légales et les règles communément admises de la profession.

Profondément vécue aujourd'hui par les médias nationaux, cette liberté de presse ne souffre d'aucune autre restriction. Le journaliste mauritanien, naturellement interpellé par sa conscience et son sens du métier doit, cependant, se donner le devoir de concilier sa liberté et sa responsabilité morale. En aucun cas, il ne doit user de son droit d'informer pour porter atteinte à l'intérêt général, susciter les clivages, attiser la haine ou menacer la paix, la cohésion sociale et l'unité nationale.



1 - E. Derieux : Droit des médias, Dalloz, 2ème édition P. 8.

2 - Francis Balle (né le 15 juin 1939) professeur de sciences politiques à l'Université de Paris.

3 - Luc Adolphe Tiao : Etude critique sur la presse au Rwanda.

Une ambition pour les Ressources Humaines

Formation à l'exploitation du dispositif de monitoring « HMS »

Une délégation de la HAPA s'est rendue à Rabat, le 29 janvier 2013 pour une visite d'échange d'expériences dans le domaine de la régulation et une formation sur l'exploitation du dispositif technique HMS pour l'enregistrement, le suivi et l'archivage des programmes des media audiovisuels, développé par la Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle (HACA) du Maroc. Cette délégation comprenant MM. El Arbi Ould El Arbi chef de l'unité Télévision et stations terrestres, Fatimetou Mint Mohamed Lemine, Yoguiha Mint Abdallahi Ould Deidah et Mohamed Ould Ismail, cadres au département de l'Audiovisuel à la HAPA.

Madame Yoguiha Mint Abdallahi l'une des bénéficiaires, que nous avons rencontrée, a déclaré : « cette formation était d'un grand apport pour les cadres de la HAPA qui ont acquis les techniques d'exploitation du dispositif de monitoring «HMS» permettant de réceptionner, numériser, stocker et archiver en permanence les programmes TV et Radios, visionner ou écouter les programmes en direct ou en différé, contrôler le pluralisme politique et les obligations contractuelles des opérateurs de communication audiovisuelle ». Ce dispositif, a-t-

elle dit, « est un outil indispensable à la régulation. Simple à exploiter, il offre de nombreuses fonctionnalités couvrant l'ensemble des besoins de réception, de médiathèque, de collecte de données sur le pluralisme et de détection des manquements aux des obligations des cahiers des charges, etc. Avec son installation en cours à la HAPA, la régulation des médias audiovisuels connaîtra un bon qualitatif en Mauritanie».



Renforcement des capacités internes

La HAPA a organisé, les 24 janvier et 19 février 2013, deux ateliers de réflexion au profit de ses cadres, sur la réalité et les perspectives de la presse écrite en Mauritanie et l'expérience du fonds d'aide à la presse pour l'année écoulée. Ces journées d'échange et de concertation qui s'inscrivent dans le cadre du renforcement des capacités et de l'habilitation des ressources humaines au sein de l'institution,

avaient pour but de capitaliser les expériences pour renforcer les acquis et enrichir la pratique quotidienne en matière de régulation.

Plusieurs communications ont été présentées par des membres du Conseil de la HAPA et des cadres de l'institution. Les intervenants ont développé le concept de la presse écrite et retracé l'historique de son évolution, analysant son cadre juridique et

institutionnel, cernant ses atouts et ses faiblesses et rappelant l'expérience de la HAPA dans sa régulation. Ils ont dressé le bilan des activités du fonds d'aide à la presse, dont les ressources du fonds ont été orientées cette année pour soutenir de manière plus incitative les entreprises de presse dans leurs actions de développement et de modernisation ainsi que leur contribution au pluralisme de l'information.

Des débats riches et variés ont permis aux participants d'approfondir leurs connaissances et d'avoir une vision commune des exigences du moment et des défis à relever en matière de régulation.

